

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 289 - VENDREDI 13 MAI 2016

## PÂQUERETTE FRONDEUSE

49-3 à l'Assemblée. Lacrymos dans la rue.  
Frondeurs de tous poils, unissez-vous!

## AGENDA MILITANT

→ 18 mai

Paris [L'émancipation se conquiert](#)  
Toulouse [Justice d'exception](#)

→ 19 mai

Carcassonne [Une régie publique de l'eau, c'est possible !](#)

→ 20 mai

Hazebrouck [Faire sa vie quand on est jeune. Pas si simple](#)

→ 21 mai

Paris [Soutien aux coopératives de salariés](#)

→ 21-22 mai

Bagnolet [Le travail et ses enjeux](#)

→ 22-28 mai

France [Disposer de son corps et de sa mort](#)

→ 23 mai

Amiens [Liquidation, la lutte des Goodyear](#)

→ 27 mai

Rennes [Comme des Lions, FSQR](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Organisation

[Le PCF à l'heure des choix](#)

→ Bataille démocratique

[Face au déni de démocratie, poursuivre l'action](#)

→ Luttes féministes

[Violences sexistes : stop !](#)

## Loi El Khomri : un référendum pour que le peuple décide !

Le gouvernement ne dispose d'aucune majorité parlementaire pour faire adopter sa loi prétendument destinée à « instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs ». Sa volonté d'imposer son texte, hier face aux députés par l'usage de l'article 49.3 de la Constitution, demain en foulant aux pieds l'avis du Sénat, et après demain en tentant de repasser en force en seconde lecture devant l'Assemblée nationale, est illégitime.

Cette volonté est d'autant plus illégitime que le grand enjeu de société de la loi - l'avenir de la protection des salariés et leur fragilisation face aux patrons - mobilise depuis des mois des millions de citoyens, soutenus selon toutes les enquêtes d'opinion par une large majorité du peuple.

On se surprend à poser cette question : peut-on, en démocratie, gouverner contre le peuple ? Le gouvernement et le Parti socialiste y répondent par l'affirmative. Pour notre part, nous répondons qu'aucun gouvernement ne peut imposer son point de vue à la société, et nous affirmons qu'un régime qui emprunte cette pente autoritaire va dans le mur.

À côté de la participation aux grèves et aux manifestations du 17 et du 19 mai - à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU, de l'UNEF, de l'UNL et de la FIDL -, en plus d'être acteurs de Nuit Debout, en plus d'exercer une pression sur tous les parlementaires, exigeons la tenue d'un référendum pour que le peuple décide !

### ● Cerises



Manifestation du 12 mai 2016 (©phototheque.org – Romani).

# Ce que Nuit debout veut dire ... et l'étape d'après

**Entre critique du capitalisme, retour de la question sociale et exigence d'une refondation de la démocratie, le mouvement actuel appelle à transformer la politique et à ouvrir de nouveaux horizons.  
Regard sur une dynamique naissante et atypique**

69 % des sondés estiment que la lutte des classes est une réalité<sup>1</sup>, soit 5 points de plus qu'en 2013. Et le président de l'institut d'études Odoxa d'expliquer au *Figaro* que 59 % d'entre eux se sentent même personnellement concernés. 74 % des personnes interrogées sont opposées au projet de loi El Khomri<sup>2</sup>, 48 % se prononçant pour son retrait pur et simple. Quant à l'indice longitudinal de tolérance, conçu par le sociologue Vincent Tiberj, il a atteint le score de 64 points en 2015<sup>3</sup>, ce qui constitue la deuxième meilleure année au top 5 des plus tolérantes depuis vingt-six ans (10 points au dessus du niveau constaté en 2012). La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) évoque la période post-attentats comme ayant « permis un réexamen critique de notre approche du monde ». Enfin, 46 % des personnes interrogées<sup>4</sup>, dont 54 % des catholiques pratiquants, sont favorables à l'accueil en France des réfugiés arrivés récemment en Europe, contre 38 % un mois plus tôt, alors que le pape n'avait pas encore ramené trois familles de Lesbos, en Grèce, au Vatican. Se passerait-il quelque chose au royaume de France ?

## Un énième retour de la question sociale

Comme cela a déjà été constaté par le passé, le retour de la question sociale, au travers cette fois d'une mobilisation d'ampleur, contrecarre puissamment la domination médiatique des thèmes identitaires, toujours favorables à la droite radicalisée. Une hirondelle ne fait pas le printemps, et l'on sait que de telles conjonctures peuvent se retourner, mais il y a en creux de ces enquêtes d'opinion l'expression de potentialités de dynamiques politiques qui dépassent de loin

**Le retour de la question sociale, au travers cette fois d'une mobilisation d'ampleur, contrecarre puissamment la domination médiatique des thèmes identitaires, toujours favorables à la droite radicalisée.**

le niveau des mobilisations aussi bien que les résultats électoraux de la gauche d'alternative que nous avons connus depuis des décennies. En quatre mois, nous avons été probablement plusieurs millions à manifester, ce que la France n'avait pas connu depuis le mouvement

contre la réforme des retraites de 2010. Se trouve ainsi une nouvelle fois démentie l'idée selon laquelle nous serions entrés, pour de nombreuses années, dans une longue et harassante traversée du désert sur le plan des mobilisations.

La persistance de nombreuses luttes sectorielles, la circulation sur le Net d'idées critiques du néolibéralisme et de propositions anticapitalistes ou encore la densité de parutions d'analyses se revendiquant de la transformation de la société, voire de la révolution, avaient déjà montré que sous les cendres de la gauche de gouvernement couvent les braises d'un désir d'autre chose. Le post-capitalisme se cherche, cheminant entre de multiples aspirations autogestionnaires et des propos égalitaristes, des propositions écologistes ou des perspectives émancipatrices.

Aujourd'hui, avec Nuit Debout, il y a du neuf. D'abord, il n'y a pas seulement là la convergence à l'ancienne de résistances qui ne feraient que se poursuivre. Le sens de l'occupation des places publiques, c'est l'appropriation de l'espace redevenu commun au profit du débat sur tous les problèmes, petits et grands, qu'évoquent les présents. Et c'est aussi la réappropriation du temps puisque, lorsque l'on vient sur les places occupées, on cesse de courir après le temps : on le prend. Débats en Assemblée générale, ou plutôt successions d'interventions ●●●

1. <http://www.odoxa.fr/barometre-des-evenements-les-francais-croient-encore-a-la-lutte-des-classes/>

2. <http://elabe.fr/les-francais-et-la-reforme-du-code-du-travail-sondage-elabe-pour-bfmtv-2/>

3. <http://www.cncdh.fr/node/1402>

4. <http://www.ifop.com/media/poll/3377-1-study-file.pdf>



●●● qui rendent visibles de multiples thèmes passés sous silence par une distribution de la parole beaucoup plus large que dans tout autre espace institutionnalisé. « *Il faut arrêter de parler d'enculé et de sale PD même en déconant, car c'est homophobe !* », s'exclame un participant place de la République. « *Je lis les propos de quelqu'un qui est handicapé qui vous dit qu'il a le droit lui aussi de rencontrer l'âme sœur !* », énonce un autre, tandis qu'un troisième, un peu plus tard, dénonce la « *Françafrique et les Panama papers, qui ne sont qu'une part de la face cachée de toutes les corruptions* ». Multiples affirmations qui trouvent écho dans tous types d'échanges, dans moult commissions, qu'il s'agisse des classiques commissions « économie » et « féminisme », où l'on revit le débat séculaire sur l'ouverture ou non de la commission aux hommes, ou des commissions « Construire la grève générale » et « Temps libéré ». Surtout, les modalités concrètes de la prise de parole s'efforcent de rompre avec les effets de domination des codes habituels du langage (silence de ceux qui ne savent pas dire, monopole de la parole par les - prétendus - sachants, distribution inégalitaire de la parole entre dominants et dominés...).

### **Prendre la parole, réinventer la politique**

Ce qui est nouveau, c'est que dans un paysage institutionnel de désolation dé-

mocratique émergent à travers les tâtonnements de Nuit Debout une volonté et des pratiques d'appropriation populaire de la politique. Le manifeste *C'est un grand printemps qui se lève* l'exprime ainsi : « *Ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les in-*

**Ce qui est nouveau,  
c'est que dans un  
paysage institutionnel  
de désolation  
démocratique émergent à  
travers les tâtonnements  
de Nuit Debout une  
volonté et des pratiques  
d'appropriation populaire  
de la politique.**

*térêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général* »<sup>5</sup> Nous évoquerons plus loin les limites de certains mots, mais l'important, d'abord, c'est de dire que loin de la politique institutionnelle et de la politique des partis, Nuit Debout cherche à inventer une manière de faire de la politique.

5. <https://nuitdebout.fr/>

Preuve que le mouvement chemine, de nouveaux débats s'invitent au fur et à mesure des jours qui s'écoulent. Il y a eu par exemple celui sur la liberté d'expression, après la venue et le raccompagnement d'Alain Finkelkraut. Pour les uns, il fallait accepter la présence de l'adversaire, car la liberté d'expression ne souffre pas de limites. Pour d'autres, l'adversaire n'a pas sa place dans cette agora populaire, alors qu'il ne cesse précisément de lui cracher dessus. Mais au-delà de tels points de vue opposés, c'est le périmètre des choix politiques qui s'élargit. Certains, par exemple, ont estimé que la provocation du pseudo-philosophe honni a été une occasion parmi d'autres de désigner un adversaire, qui a dû assumer la place qu'il s'est choisie (et la brutalité qui va avec). Et parfois le débat se déplace : Nuit Debout veut-il être (juste) un espace de parole libéré ou (aussi) un espace qui transforme la société ?

Autre débat récurrent, celui sur la violence. L'enjeu était de refuser le piège consistant à rendre des comptes à la droite et au gouvernement, ainsi qu'aux médias pour des violences commises en marge du mouvement. Pas de condamnation, car le mouvement n'a pas à se placer sur la défensive à ce propos, alors même que l'on ne parle jamais des violences subies par les discriminés et les dominés. Et alors que, par ailleurs, face aux autorités préfectorales et municipales le mouvement s'efforce ●●●



Maison du Peuple à Rennes : à l'heure où nous mettons sous presse, l'évacuation est terminée !

●●● d'être rigoureux (ce que lui reprochent certains donneurs de leçons révolutionnaires). Ainsi, la dénonciation par la droite aussi bien que par certains maires d'arrondissement PS (François Vauglin et Rémi Féraud) des nuisances consécutives à l'occupation de la place a échoué à diviser le mouvement, même si elle a malheureusement pris auprès d'une partie de l'opinion qui, selon une étude récente, estime majoritairement nécessaire de mettre fin à l'occupation de la place de la République. Ajoutons simplement que la banalisation des provocations et des violences policières constitue aussi, paradoxalement, un ciment entre les participants là où le pouvoir espère ainsi les diviser.

### Converger, métisser, coopérer

Débat, bien sûr, sur la convergence des luttes, avec les sous questions concernant les rapports entre Nuit Debout et le mouvement global contre la loi El Khomri et concernant le rapport aux organisations syndicales. Ce que le mouvement réussit, c'est à mettre les luttes en présence simultanées dans le même espace, ce qui produit des effets puissants : des luttes souvent considérées comme marginales ou secondaires s'imposent du fait de la motivation de celles et ceux qui les portent ; Nuit Debout se caractérise par le dépassement de la

hiérarchie habituelle entre les combats, hiérarchie qui reste une manière de penser courante de nombreux militants des organisations traditionnelles. Ainsi, selon les villes et selon les moments, les points de vue hégémoniques diffèrent, mais il est assez miraculeux que les points de vue minoritaires ne soient pas devenus caution ou remis à la marge après cinq semaines de prises de parole, mais qu'ils aient au contraire toujours leur chance de devenir largement partagés. Cependant, ce qui est difficile, c'est qu'au-delà de la juxtaposition des combats il y ait du métissage et de la coopération. Sans tomber dans le mirage du combat unique, la convergence des luttes dans le sens d'une lutte contre toutes les oppressions et toutes les dominations ne devrait-elle pas constituer l'horizon naturel d'un mouvement très ouvert et transversal ?

Autre débat, celui relancé régulièrement par François Ruffin et plusieurs des initiateurs du mouvement : comment ne pas rester dans l'entre soi ? comment ne pas se regarder le nombril, mais au contraire être présent ailleurs et toucher d'autres personnes ? Là vient la question de la faible implication des habitants des quartiers populaires, alors que de nombreuses tentatives sont en cours dans les villes de banlieues. Autres

décloisonnements, au cours des dernières semaines, on a vu l'Assemblée générale de Paris se déplacer au théâtre de l'Odéon (le 25 avril), se joignant aux intermittents du spectacle ; on a vu la Cinémathèque française occupée (le 6 mai), histoire de dénoncer à la fois le projet de loi travail et la précarisation de l'emploi dans les organismes culturels. À Rennes, l'occupation de la salle de la Cité par les étudiants, les syndicats et les intermittents du spectacle a commencé au soir du 1<sup>er</sup> mai et se poursuit aujourd'hui (à l'heure où nous mettons sous presse, l'évacuation est terminée !). Ainsi, une convergence inédite est réalisée, dans une ville historiquement marquée par les mouvements libertaires, et cela en centre ville, alors que depuis le début de la mobilisation contre la loi El Khomri la préfecture et la maire ont tout fait pour interdire qu'elle se déroule en centre ville. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples, petits et grands de convergences inédites<sup>6</sup>.

### Les adversaires et les faux-culs

Il faut écouter les discours des adversaires de Nuit Debout, qui sont en fait les adversaires habituels de l'émancipation. Mettons de côté la bêtise d'un Sarkozy bêlant: « *Nous ne* ●●●

6. <https://nuitdebout.fr/ville/>



●●● pouvons pas accepter que des gens qui n'ont rien dans le cerveau viennent sur la place de la République donner des leçons à la démocratie française ». Au même niveau (celui du caniveau), mentionnons juste pour s'amuser que Thierry Meyssan, le président de feu le Réseau Voltaire, estime lui que « le principe même de "Nuit debout" exclut toute participation des travailleurs. Il faut être bien noctambule pour pouvoir passer ses nuits à discuter. Les 'salariés et les précaires' que l'on est censé défendre travaillent, eux, le matin et ne peuvent pas se permettre de nuits blanches... »<sup>7</sup>. Tout cela en voyant dans l'origine de ce mouvement la main... de la CIA.

Au-delà des âneries ainsi proférées, ce thème consistant pour des femmes et des hommes politiques (ou des commentateurs) à refuser de concevoir que des femmes et des hommes, qui travaillent ou pas, puissent se réunir de jour comme de nuit, en journée ou en soirée, et pourquoi pas le week-end, mériterait sans doute une étude en soi. Il concerne en effet toute la droite, y compris son extrême. Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat, a dénoncé Nuit Debout comme un « mouvement

crépusculaire » et « groupusculaire » : « Ils ne doivent pas travailler beaucoup le jour pour effectivement veiller la nuit, c'est clair ». Quant au porte-parole des Républicains Guillaume Larrivé, il a expliqué : « Quand je suis allé [à Répu-

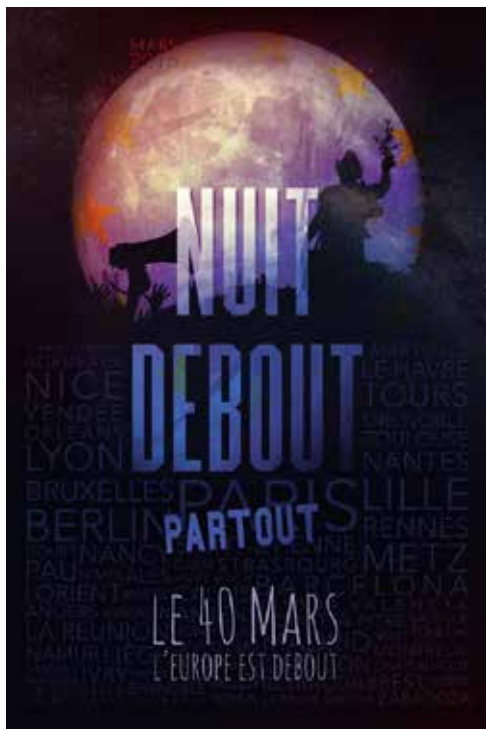
**Des luttes considérées comme secondaires s'imposent du fait de la motivation de celles et ceux qui les portent. Nuit Debout se caractérise par le dépassement de la hiérarchie habituelle entre les combats.**

blique], j'ai entendu beaucoup de poncifs et j'ai même cru percevoir les ravages d'un usage excessif de cannabis sur les capacités cérébrales ». Quant à Nicolas Bay, secrétaire général du FN, il a écrit sur le site officiel du parti lepéniste : « Les pseudo-rebelles sont en réalité enfermés dans un entre-soi total, et leurs préoccupations et revendications apparaissent à des années-lumière de celles des Français, de ceux qui ne peuvent se permettre une nuit à discuter sur une place parce qu'ils se lèvent tôt ou passent justement la nuit au

travail ». Ainsi, ces hommes politiques professionnels se positionnent eux-mêmes comme des chronomètres ou des contremaîtres.

D'autres réactions témoignent d'une hostilité plus ou moins gênée. Jean-Christophe Cambadélis, par exemple, a d'abord salué un « printemps de la repolitisation », avant d'estimer que « tant que c'était bon enfant, on pouvait tolérer, mais depuis quelques jours la violence s'est invitée ». El Khomri a vite appelé à « prendre en considération que des commerçants sont gênés par cette mobilisation ». « Nuit Debout est anti-jeunes et pro-chômage », a puissamment dénoncé Luc Ferry, tout ça parce qu'on ne partage pas ses options néolibérales. François Fillon s'est dit lui « profondément choqué » que soit « toléré ce mouvement en plein état d'urgence ». Il y a là les représentants du système politique rance qui n'envisagent pas une seconde qu'il soit nécessaire de le transformer, et qui aspirent juste à se maintenir ou à conquérir le pouvoir pour poursuivre les mêmes politiques en pire. Rien de nouveau : juste la reprise véhémente des habituels poncifs sur l'autorité qui se perd, l'oisiveté coupable des pauvres et des paumés, et le mépris des classes populaires. Seules quelques personnalités font exception, qui essaient (un peu)

7. <http://www.voltairenet.org/article191181.html>



●●● de saisir ce qui se passe, à l'image de Nathalie Kosciusko-Morizet : *“Il faut aller place de la République. C'est une génération qui se pose des questions et qui exprime son insatisfaction vis-à-vis de la forme actuelle de la politique”*.

#### Soutien, connivence

Une tout autre musique s'écoute de l'autre côté. Celle du NPA, du Parti communiste, d'Ensemble !, d'EELV ou du Parti de gauche qui, chacun à leur façon, saluent et soutiennent le mouvement. Les militants de ces forces politiques, ainsi que des syndicalistes et des militants associatifs sont nombreux à être présents sur les places publiques, apportant leurs savoir faire et certaines de leurs ressources. Le plus souvent, ils le font sans signes distinctifs et dans le strict respect de l'autonomie du mouvement. Là aussi, quelque chose se passe car il y a encore quelques années, un tel mouvement n'aurait pas fédéré des militants de toutes ces obédiences et d'autre part les préoccupations d'étiquettes auraient pesé lourd dans le mouvement lui-même.

Parmi les rares prises de position qui expriment non seulement un soutien mais une complicité et un désir de jonction, Jean-Luc Mélenchon a souligné sa *« connivence totale »* avec Nuit Debout, en ces termes : *« Ce mouvement est à la croisée de deux chemins qui sont ma*

*carte d'identité politique. D'un côté, une insurrection sociale extraordinaire contre la loi El Khomri, le contraire de vingt ans de libéralisme échevelé ! Et dans le même temps un processus citoyen s'est*

***« D'un côté, une insurrection sociale extraordinaire contre la loi El Khomri ! Et dans le même temps un processus citoyen : la volonté des gens de récupérer leur vie. Le projet de subversion de l'ordre politique a besoin que cette “France insoumise” montre son visage. » (Mélenchon)***

*déclenché : la volonté des gens de récupérer leur vie, de parler, de débattre. Nuit debout doit s'étendre, car c'est au fond la stratégie de la “France insoumise”. Le projet de subversion de l'ordre politique en place en direction d'une Constituante, d'un partage des richesses et d'une planification écologique que je porte a besoin que cette “France insoumise” montre son*

*visage, que les gens sortent de leur isolement. C'est un point de passage du processus dont nous avons besoin pour la révolution citoyenne ».* Reste que du côté du mouvement Nuit Debout, les préventions parfaitement justifiées à l'égard de la politique institutionnelle peuvent aussi brimer la construction d'une alternative.

#### Des limites en creux

Ne versons pas dans l'a-critisme : Nuit Debout n'a pas besoin d'être encensé ou soutenu de l'extérieur, mais de participants nombreux, critiques, et si possible nouveaux ! Le collectif critique, qui se destine à dialoguer sur le mouvement actuel en associant des chercheurs et des militants, met l'accent sur ce que permet le mouvement : il s'agit de ne *« plus être dupes d'un système dont l'objectif apparait ouvertement comme une vaste arnaque mondiale, au service d'une minorité agissant à son seul profit »* ; et aussi : *« L'utopie qui s'expérimente ici et maintenant n'a rien à voir avec un quelconque plan de société projeté dans un lointain avenir, elle consiste à ouvrir dans le présent la possibilité d'un autre monde en inventant de nouvelles pratiques et de nouvelles formes de vie »*. Et de revendiquer l'auto-organisation du mouvement et sa *« stricte indépendance »*<sup>8</sup>.

8. <http://collectifcritique.org/>



Merle-Moqueur ©

●●● Précédemment, on pouvait déjà évoquer les limites de certaines expressions utilisées dans le *Manifeste* de Nuit Debout, comme par exemple la notion d'intérêt général, comme si cette notion n'était pas constamment utilisée par les gouvernements et les partis dits de gouvernement pour justifier leurs orientations toujours favorables aux capitalistes. La citation du collectif critique ci-dessus peut appeler des remarques du même type : mettre en cause la minorité agissant à son seul profit, ce n'est peut être pas assez clairement cibler les détenteurs du Capital, les possédants des moyens de production et finalement le capitalisme. Et ainsi de suite : parler d'« *arnaque mondiale* », c'est un peu faible quand ce qui est en cause en réalité touche aux soubassements même de l'organisation de la société ; ravalier l'utopie seulement à une expérimentation ici et maintenant, c'est peut être oblitérer la puissance que représente la projection collective dans un projet de société, qui ne s'oppose pas nécessairement au fait de changer les choses concrètement dès à présent. Au contraire, d'ailleurs, on cherche la dialectique entre une ambition de dépassement large et généreuse et les petits pas qui nous arrachent des aliénations, ce qui, peut-être, peut nous permettre de ne pas nous contenter d'aménager des espaces autogestionnaires marginaux dans un océan d'hosti-

lité... et de ne pas être récupérés. Quant à la stricte indépendance du mouvement, c'est aussi une discussion nécessaire : indépendance par rapport à quoi,

**On peut penser que nous en sommes aux prémises d'un mouvement qui va demander des années de bataille idéologique, avant de mûrir des perspectives politiques. Reste que la question des échéances électorales de 2017 se pose dès à présent.**

à qui ? Le sujet n'épuise pas la nécessité de coopération avec tous ceux et tout ce qui résiste et bouge dans la société. Ce qu'il faut construire, c'est bel et bien des passerelles, des coopérations et des articulations entre luttes, entre citoyens et entre forces plutôt que des îlots illusoirement dégagés du néolibéralisme.

Reste la délicate question de l'alternative. Le mouvement, en se construisant contre (ou à côté du) système classique

des partis, met en place une autre temporalité, ses propres modalités de production de politique, loin des contraintes institutionnelles. Pour aboutir à une transformation profonde de l'ordre social, on peut souhaiter une interruption de la normalité institutionnelle, ce qui suppose un blocage populaire du pays, suivi d'un changement de régime politique imposé par le peuple. Mais il est loin d'être probable qu'une évolution rapide de la situation en ce sens advienne dans la période présente et, de plus, personne ne peut en décréter l'avènement. On peut penser que nous en sommes plutôt aux prémises d'un mouvement qui va demander des années de bataille idéologique, avant de faire mûrir des perspectives politiques. Force est de constater que, dans l'exemple espagnol, le chemin de l'affirmation d'une alternative est passé par l'affaiblissement des Indignés avant la construction de *Podemos*, comme s'il avait fallu une étape de mûrissement et de recommencement avant d'en venir à investir et perturber le jeu institutionnel. Il n'est certes pas écrit qu'un semblable cheminement soit nécessaire en France, où la question des échéances électorales de 2017 se pose dès à présent.



● Gilles Alfonsi

# De l'occupation à l'émancipation

**E**n refusant de céder sa place dans un bus réservé aux blancs à Montgomery en 1955, Rosa Parks a pris une part importante dans la lutte contre les lois ségrégationnistes aux États Unis.

Rosa Parks refusait alors de rester à la place qui lui était assignée.

En mettant en valeur son combat dans le cadre de *Rennes au pluriel*, rendez-vous de l'égalité et de la diversité culturelle, la maire de Rennes, Nathalie Appéré, tire-t-elle tous les enseignements du combat de Rosa Parks ?

En barricadant le centre ville et en refusant l'accès aux manifestants contre la loi travail, en décidant d'évacuer la Maison du peuple par la force pour finalement négocier le cadre de son occupation, la maire de Rennes et son nouvel ami le préfet se sont affrontés à

celles et ceux qui ont décidé de pas rester à la place qu'on leur assigne, et qui veulent non seulement rejeter la loi El Khomri mais aussi penser un autre monde.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai, la maison du Peuple est occupée par des étudiants, des intermittents, des précaires, des chômeurs, des salariés, des syndicalistes, etc. Les cultures s'entrechoquent, libertaires, communistes, écologistes essentiellement. Les jeunes d'Ensemble, du PG, des JC s'y sentent comme des poissons dans l'eau. Et même parfois les vieilles et les vieux...

Moyenne d'âge largement plus jeune que nos réunions politiques habituelles. S'y succèdent les AG du mouvement, les AG d'occupation, les commissions, les débats, les concerts, les projections, les repas organisés par des collectifs rompus à l'exercice. Une radio libre diffuse depuis plusieurs jours, *Radio Croco, la radio classe* !

Dans ce lieu historique du mouvement ouvrier à Rennes, l'autogestion est mise en pratique tous les

jours. Parfois pas toujours avec bonheur, le partage des tâches est loin d'être assumé par tous, mais globalement, c'est plutôt étonnant de voir autant de personnes s'approprier ce lieu et l'animer de manière aussi vivante et riche. À quelques mètres de là, le chantier du Palais des Congrès, chantier à 100 millions de dollars, pour la construction d'un espace réservé à l'élite bourgeoise.

Au menu de la commission débat politique : qu'est-ce qui provoque le changement ? Les panneaux issus du travail des porteurs de parole égrainent les réponses des participants :

- la prise de conscience qu'on est capable,
- la modification du rapport de force,
- l'engagement,
- d'abord la pensée, ensuite la rencontre qui déclenche le déclic et enfin l'action,
- en se redonnant des espaces où on se parle où on s'écoute.

Loin des combines politiciennes de 2017, s'associant librement

à partir de ce qui fait leur commun à savoir dépasser le capitalisme, celles et ceux qui participent à l'occupation de la Maison du peuple fédèrent leurs forces, et c'est cette libre association qui permet de conquérir de nouveaux pouvoirs d'agir, qui permet à chacun, chacune de prendre des initiatives et de s'investir dans la lutte contre la Loi travail et dans la construction d'une visée plus large de transformation de la société.

Prenons en de la graine. Et puisons dans ces nouveaux espaces d'occupation de l'énergie pour ne plus renoncer à renverser la table. Nous y avons toute notre place.



● Sylvie Larue

Vendredi matin, la maire de Rennes a fait donner du RAID pour évacuer la Maison du Peuple. Voir [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "bataille démocratique" (NDLR).



## comme Insurrection citoyenne

Lors des manifestations parisiennes contre la loi El Khomry, le spectacle des têtes de cortège pouvait donner à réfléchir. D'abord, il n'était pas courant de voir auparavant des manifestations commencer par un défilé de policiers déguisés en "Robotcops". Cette démonstration de force confirme si besoin était que l'État se distingue toujours par le monopole de la violence légale. Les brutalités de policiers envers de nombreux jeunes, salariés, intermittents et les provocations organisées avec des policiers en civil déguisés en casseurs, montrent que le gouvernement dit socialiste n'a pas oublié les bonnes traditions. Avant le démarrage, on a aussi pu voir la police jouer avec un nouveau gadget : un drone pour photographier les manifestants. (Au mépris, au passage, de la réglementation qui interdit leur usage dans les zones urbaines.) C'est l'un des traits les plus marquants de la violence d'État actuelle : le recours massif au contrôle par les machines qui surveillent de manière de plus en plus intrusive la vie des individus. Welles et Orwell sont bien déjà là. Tout automobiliste par exemple en sait quelque chose. Impossible de contester un radar. On ne discute pas avec les machines. (Cela peut paraître un détail. À tort. Et le fait qu'aucune formation politique ne soit capable d'aborder ces questions de la vie quotidienne et de ce que deviennent les libertés individuelles n'est pas un détail... Tout cela se faisant évidemment au nom de notre propre sécurité... Il ne faudrait pas courir le risque de se mettre à dos la masse des partisans de l'ordre...)

Deuxième image qui donne à penser : juste après les "forces de l'ordre" venait un groupe de quelques centaines de jeunes, dont certains prêts à en découdre, avec masques et lunettes de protection. Et ils reprenaient pour slogan "Paris, soulève-toi !". Qu'il y eut parmi eux des policiers en civil est certain. Reste qu'un tel slogan et que la détermination dont ces jeunes font preuve sont révélateurs d'un regain de combativité.



12 mai 2016 dans *Libération* : « Les CRS étaient placés en tête du cortège, ce jeudi à Paris. Photo Martin Colombet. Hans Lucas pour *Libération*. »

Les organisateurs des défilés et les syndicalistes ont raison de mettre en garde contre les "débordements" qui peuvent discrediter et isoler le mouvement.

Mais ne reproduisons pas l'erreur faite en 68 de passer à côté de la volonté révolutionnaire d'une partie de la jeunesse.

Tout ceci impose de revenir sur la question de la violence.

Dans ce livre mythique, mais peu lu aujourd'hui, *Le Rôle de la violence dans l'Histoire*, Engels, polémiquant avec le professeur Dühring s'attache d'abord à montrer que la violence n'est pas la clef d'explication de l'Histoire. Ce n'est pas la violence qui explique l'économie, mais l'économie qui explique la violence d'État, rendue nécessaire par la division de la société en classes et le maintien du système.

Comme Dühring avait eu recours au mythe de Robinson qui contraint par l'épée Vendredi à travailler pour lui, Engels lui répond : « *Robinson asservit Vendredi "l'épée à la main". Où a-t-il pris l'épée ? Même dans les îles imaginaires des robinsonnades, les épées, jusqu'ici, ne poussent pas sur les arbres et M. Dühring laisse cette question sans réponse.* »

Mais, après avoir relativisé le rôle de la violence politique, qui est subordonnée au système économique et social, il montre aussi dans quelle mesure elle peut contribuer à le renverser. « *Pour M. Dühring la violence est le mal absolu, le premier acte de violence est pour lui le péché originel, tout son exposé est une jérémiade sur la façon dont toute l'histoire jusqu'ici a été ainsi contaminée par le péché originel, sur l'infâme dénaturation de toutes les lois naturelles et sociales par cette puissance diabolique, la violence. Mais que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle, un rôle révolutionnaire ; que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse* ●●●

●●● *de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes – de cela, pas un mot chez M. Dühring. »*

Aujourd'hui, la violence aurait-elle fini de jouer tout rôle dans l'histoire ? Au plan international, certainement pas si l'on en juge par les guerres à répétition qui accompagnent la mondialisation capitaliste. Et ici ? Les luttes de classes actuelles, des "zadistes" aux salariés d'Air France, montrent souvent que ceux qui luttent sont parfois poussés à y avoir recours pour se défendre. Ce qui s'est passé, il y a quelques mois avec les "bonnets rouges" bretons détruisant des portiques de contrôle fait aussi réfléchir. On a souvent insisté sur les ambiguïtés et les aspects réactionnaires du mouvement. Mais il montre au passage que cette violence peut avoir gain de cause. Ils manifestaient aussi une forme de révolte contre les machines. Il n'est pas sûr qu'on puisse faire aujourd'hui de nouvelles formes de "luddisme", du nom de ce mouvement des ouvriers anglais du début du XIX<sup>e</sup> qui brisèrent des métiers à tisser. Ni de la désobéissance civile.

Mais nous savons que la révolte ne suffit pas. Elle peut même être utilisée et détournée contre le mouvement. Casser une banque ne suffit pas à briser le système bancaire. Cela peut même dans un premier temps conduire à le renforcer. Mais on ne peut pas dominer la vie des peuples d'un talon de fer et s'étonner d'être pris pour cibles, fussent-elles symboliques. Et il n'est pas possible de mener la lutte des classes avec conséquence en se laissant enfermer dans la légalité. La loi n'est pas la justice, comme le montrent les décisions de ces juges pour qui jeter des salariés à la rue n'est pas un acte de violence, alors que retenir un patron dans un bureau serait d'une scandaleuse violence.

Certes, ne pas craindre la violence légitime ne suffit pas. La question qui est posée est évidemment toujours celle du débouché politique. À cet égard, le mouvement Nuit Debout mérite attention et soutien. Il manifeste non seulement la volonté de ne pas s'arrêter aux traditionnels défilés, mais aussi celle de

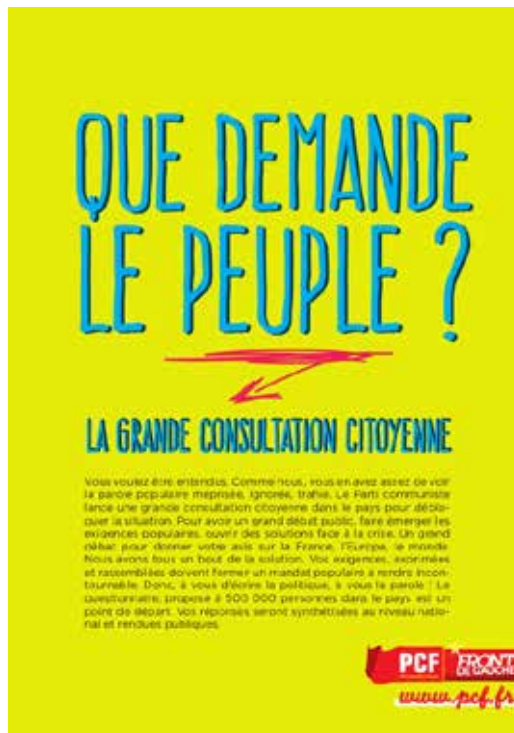
créer un forum permanent pour faire émerger une perspective.

Où en sont de ce point de vue les organisations et mouvements de la gauche réelle, c'est-à-dire anticapitaliste ? Elles apparaissent malheureusement comme surtout occupées des échéances électorales, où, de plus, elles n'ont guère de chance de jouer un rôle majeur. Sans adopter le point de vue d'Alain Badiou pour qui il ne faut pas voter, il est clair qu'une politique qui s'enferme dans les élections n'a aucune espérance de changer quoi que ce soit. Le vrai pouvoir est ailleurs...

Lénine parlait en son temps du « *crétinisme parlementaire* »... On pourrait au moins parler aujourd'hui du cancer de la politique politicienne et de l'électoralisme qui ronge la gauche de changement et le Front de gauche.

À l'occasion de la préparation de son congrès, le Parti communiste souhaite lancer une grande consultation démocratique pour définir la politique à mettre en œuvre.

Que les communistes aient tiré de leur histoire cette leçon que la démocratie est un impératif absolu est tout à fait justifié. Mais un parti qui se veut révolutionnaire, voire simplement "transformateur", un parti qui explique que les gens ne doivent pas se satisfaire de la "délégation de pouvoir", peut-il lui-même pratiquer la "délégation de pouvoir" ? L'épisode bien regrettable du débat sur les primaires montre les limites de ce genre de "démocratisme". La politique ne peut pas être définie par les sondages... ni par de simples "consultations". D'une formation politique, quelle qu'elle soit, les citoyens sont en droit d'attendre qu'elle ait des idées, des propositions, des objectifs clairs à proposer. L'urgence, si les communistes veulent être d'une quelconque utilité au mouvement, pour donner une vraie chance à une "insurrection citoyenne" à venir, serait de définir un vrai programme, une plateforme de mesures claires et concrètes à soumettre au débat et susceptible d'unir dans l'action.



« La politique ne peut pas être définie par les sondages... ni par de simples "consultations". » Ci-dessus, le formulaire de consultation du PCF.

● Patricia Latour et Francis Combes



## Images de la semaine

## De l'hémicycle à la rue



● **Souffle espagnol.** *Podemos* et *Izquierda Unida* viennent d'annoncer une alliance en vue des élections législatives anticipées annoncées pour le 26 juin. L'évènement est de taille car lors des élections générales du 20 décembre dernier, les deux forces n'avaient pas convergé électoralement, permettant au Parti socialiste ouvrier espagnol de continuer à dominer à "gauche". Cette fois, la gauche d'alternative entend à la fois battre la droite et devenir hégémonique à gauche, ont déclaré ensemble Alberto Garçon et Pablo Iglesias, les jeunes figures de *IU* et *Podemos*.

● **Sens dessus dessous.** Les résultats du vote des militants du PCF sur le texte d'orientation qui va servir de base à la préparation du congrès de juin prochain comportent de multiples enseignements : importante baisse du nombre d'adhérents (53 029 aujourd'hui, contre 99 281 en 2006), mauvais score du texte proposée par la direction sortante (51,2 %, soit une perte de 22 points par rapport au précédent congrès), excellent résultat (24 %) du texte *Ambition communiste*, qui porte une orientation stratégique hostile à une candidature unique de toute la gauche à la présidentielle de 2017 et propose de transformer le Front de gauche en un Front populaire et citoyen. De leur côté, les textes orthodoxes ont obtenu respectivement 12,9 %, 6,9 % et 5,4 %. Lire l'analyse de l'historien Roger Martelli ([ici](#)) et *Cerises* la semaine prochaine.

● **Les jeunes et les échéances de 2017.** Une étude de l'IFOP vient de montrer qu'en cas de scrutin présidentiel aujourd'hui la gauche serait systématiquement éliminée au premier tour, François Hollande obtenant 13 % des voix des 18-25 ans, tandis que Marine Le Pen serait qualifiée, en obtenant 27 à 31 % des voix. La candidate lepéniste serait battue au second tour, et cela de manière particulièrement forte face à Alain Juppé. Quel que soit le candidat de droite, Jean-Luc Mélenchon est toujours devant François Hollande dans les intentions de vote des jeunes au premier tour, avec de 15 % à 19 % des voix, l'IFOP estimant que « *le vote jeune de gauche a été capté par Jean-Luc Mélenchon* ».

● **Humour suprême.** Lors du congrès du Parti du travail de Corée (du Nord) qui s'est terminé ce 10 mai, Kim Jong-un, son leader incontestée puisqu'incontestable, a fait preuve selon certains médias français d'une « *certaine ouverture* » à l'égard du reste du monde. Il a en effet promis sans rire du tout que le pays, qui cherche actuellement à se doter de l'arme nucléaire, entend « *œuvrer à la dénucléarisation mondiale* ». Pour pouvoir mettre en œuvre cette politique de paix, il a tenu à ajouter à ses titres précédents (leader suprême et président de la commission militaire centrale) ceux-ci : présidence du PTC, présidence de la commission de défense nationale, commandant suprême de l'Armée du peuple coréen (sic !). Un peu flippant, non ?

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

